



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire

« Maintien des systèmes herbagers en Pays de la Loire »

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Maintien des systèmes herbagers en Pays de la Loire » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE DES PAYS DE LA LOIRE

9 rue André BROUARD CS 70510

49105 ANGERS

BITON Caroline

caroline.biton@pl.chambagri.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « MAINTIEN DES SYSTEMES HERBAGERS EN PAYS DE LA LOIRE » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le périmètre du PAEC correspond à l'ensemble de la région Pays de la Loire. L'ensemble des communes ligériennes sont concernées.

Les mesures ouvertes sur ce territoire sont dites « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'ensemble du territoire régional est concerné par l'enjeu du maintien de l'élevage herbager (cf. Stratégie régionale MAEC 2023-2027 des Pays de la Loire).

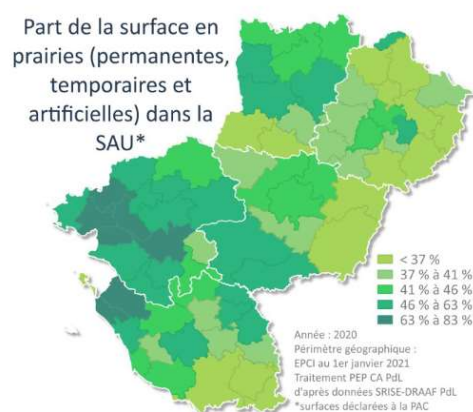
La SAU régionale est de 2 212 586 ha dont 1 032 534 ha de prairies (permanentes, temporaires et artificielles) soit 46% de la SAU régionale (source Agreste 2020). La région compte 22 050 exploitations agricoles (chiffres de 2020).

Si la ferme Pays de la Loire présente une agriculture très diversifiée, l'élevage en constitue toujours l'orientation dominante avec 68 % de la valeur des productions en 2020.

Valeur de la production agricole en Pays de la Loire en 2020 (hors services, fourrages et subventions)		
(en millions d'euros)	Valeur	Part
Productions végétales	1 851	32%
Céréales, oléagineux et protéagineux	749	13%
Fruits	179	3%
Légumes	294	5%
Horticulture pépinière	293	5%
Vins	319	5%
Cultures industrielles	18	0%
Productions animales	3 980	68%
Viande bovine	965	17%
Viande porcine	372	6%
Viande de volaille	713	12%
Lait et produits laitiers de vache	1 447	25%
Œufs	233	4%
Autres productions animales	250	4%
Production totale	5 832	100%

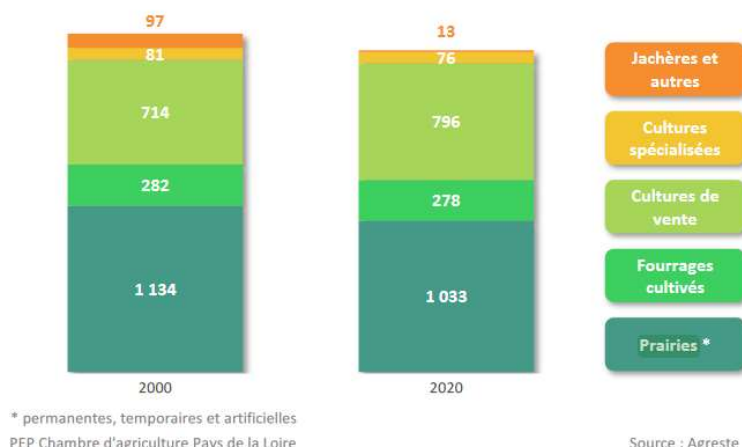
PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste



Au cours des 20 dernières années, les surfaces en prairies enregistrent une diminution chronique. On constate un abandon progressif de l'élevage et le retournement de prairies permanentes au profit de grandes cultures (phénomène de céréalisation) – avec un impact majeur sur les paysages et la qualité de l'eau.

Evolution de la répartition de la SAU
en Pays de la Loire (1 000 hectares)



Les systèmes agricoles valorisant une part importante de surfaces toujours en herbe ont des intérêts multiples :

- préservation de la biodiversité ;
- préservation de la qualité de l'eau par une gestion économe en intrants et via le rôle d'épuration et de «zones tampon» des prairies, en particulier en fond de vallée ;
- lutte contre l'érosion ;
- atténuation du changement climatique par le stockage de carbone dans le sol.

Le soutien des systèmes d'élevage de ruminants, ovins viande et bovins viande, à travers ce PAEC régional, vise à maintenir et à valoriser ces espaces prairiaux.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre :

- une obligation de réaliser avant l'engagement un diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation (avec un plan de gestion pour certaines MAEC) ;
- une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure (voir partie 7).

Les **MAEC proposées sont des mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation.

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Prairies permanentes	PY_MPPR_PRA2	Système	Préserver les systèmes herbagers permanents à flore diversifiée .	88 €	6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_MPPR_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_MPPR_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_MPPR_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12000 € Maintien : 8000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MASA). Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2025 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financeur	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MASA)	20%

Cette notice d'information du territoire « Maintien des systèmes herbagers en Pays de la Loire » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

La priorisation des dossiers est faite au niveau régional selon les critères établis ci-dessous.

Critère Eleveur	1 :	Critère 2 : Articulation PAEC biodiversité	Critère 3 : PAEC Eau	Critère 4 : Type de mesure engagée	Priorité
Exploitation ayant un chargement moyen annuel ≥ 0,5 UGB/ha de SFP		Exploitations ayant moins de 5ha de mesures biodiversité non cumulables MAEC système en cours d'engagement	Exploitations non éligibles aux MAEC Système des PAEC à enjeu Eau	Exploitations précédemment engagées dans les MAEC "système" de la programmation 2015-2022	1
				Exploitations qui demandent un engagement dans la MAEC PY_MPPR_PRA2	2
				Exploitations qui demandent un engagement dans une MAEC PY_MPPR_HBV (quel que soit le niveau) avec un taux d'herbe en "évolution"	3
				Exploitations qui demandent un engagement dans la MAEC PY_MPPR_HBV3 avec un taux d'herbe en "maintien"	4
				Exploitations qui demandent un engagement dans la MAEC PY_MPPR_HBV2 avec un taux d'herbe en "maintien"	5
				Exploitations qui demandent un engagement dans la MAEC PY_MPPR_HBV1 avec un taux d'herbe en "maintien"	6
				Exploitations éligibles aux MAEC Système des PAEC à enjeu Eau	7
			Exploitation qui désengageraient des mesures biodiversité non cumulables avec les MAEC système (à partir de 5ha) ou des mesures biodiversité cumulables		
Exploitation ayant un chargement moyen annuel < 0.5 UGB/ha de SFP					9

Si une discrimination est nécessaire au sein d'un des niveaux de priorité après application du quatrième critère sur le type de mesure engagée, elle pourra être réalisée sur la base des critères définis ci-dessous.

Critère A : Jeune agriculteur	Critère B : Taux d'herbe dans la SAU l'année de l'engagement	Critère C : Chargement moyen annuel
Exploitation bénéficiant de l'aide ACJA (aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs) ou DJA (dotation jeune agriculteur)	Plus le taux d'herbe est important plus le dossier est prioritaire.	Plus le chargement moyen annuel/ha SFP est faible (à partir de 0,5 UGB/ha de SFP), plus le dossier est prioritaire.

7 LISTE DES FORMATIONS PROPOSEES

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure. Cette formation devra être en lien avec les mesures engagées par l'exploitation et les enjeux du territoire. Pour plus d'informations sur les formations proposées sur le territoire, contacter la structure animatrice du territoire.

8 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>